



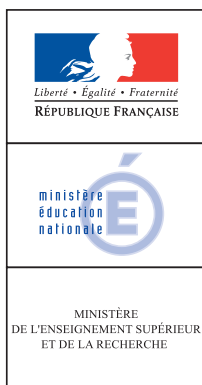
PROGRAMME

CONFÉRENCE

COMPARAISON INTERNATIONALE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : UN MODÈLE EUROPÉEN ?

Paris, 13 et 14 novembre 2008

FRANZÖSISCHE PRÄSIDENTSCHAFT
EUROPÄISCHE UNION ★
FRENCH PRESIDENCY
EUROPEAN UNION ★
ФРЕНСКО ПРЕДСЕДАТЕЛСТВО
ЕВРОПЕЙСКИ СЪЮЗ ★
FRANSK FORMANDSKAB
EUROPÆISK UNION ★
PRESIDENCIA FRANCESA
UNIÓN EUROPEA ★
EESISTUJARIK PRANTSUSMAA
EUROOPA LIIT ★
FRANSKAN PUHEENJOHTAJUUS
EUROOPAN UNIONI ★
ΓΑΛΛΙΚΗ ΠΡΟΕΔΡΙΑ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΕΝΩΣΗ ★
FRANCIA ELNÖKSÉG
EURÓPAI UNIÓ ★
UACHTARANACH NA FRAINCE
AN tAONTAS EORPACH ★
PRESIDENZA FRANCESE
UNIONE EUROPEA ★
FRANCIJAS PREZIDENTŪRA
EIROPAS SAVIENĪBA ★
PRANCŪZIJOS PIRMININKAVIMAS
EUROPOS SAJUNGA
PREŽIDENZA FRANČIŽA
UNJONI EWROPEA ★
FRANS VOORZITTERSCHAP
EUROPESE UNIE ★
PREZYDENCJA FRANCUSKA
UNIA EUROPEJSKA ★
PRESIDENCIA FRANCESA
UNIÃO EUROPEIA ★
PREȘEDINȚIA FRANCEZĂ
UNIUNEA EUROPEANĂ ★
FRANCŮZSKÉ PŘEDSEDNICTVO
EURÓPSKA ÚNIA
FRANCOSKO PREDSEDTVOSTVO
EVROPSKA UNIJA ★
FRANSKA ORDFÖRANDESKAPET
EUROPEISKA UNIONEN ★
FRANCOUZSKÉ PŘEDSEDNICTVÍ
EVROPSKÁ UNIE ★



SOMMAIRE

FRANÇAIS

Orientation et programme de la conférence page 2

Programme détaillé des ateliers page 5

DEUTSCH

Orientierungspapier und Konferenz Programm Seite 13

Genaue Programm der Arbeitsgruppen Seite 16

ENGLISH

Overview and conference programme page 24

Detailed programme of the workshops page 27

COMPARAISON INTERNATIONALE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : UN MODÈLE EUROPÉEN ?

ORIENTATION ET PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

L'objectif de cette conférence est de mettre en évidence les forces et les faiblesses des différents systèmes éducatifs européens et internationaux, tout en mettant l'accent sur la nécessité d'une évaluation régulière et objective des réformes engagées par les États membres de l'Union européenne au moyen d'indicateurs appropriés. Elle permettra notamment de faire le point sur :

- l'état des lieux des différents systèmes éducatifs européens et de leur performance ;
- la capacité des différents systèmes éducatifs européens à enrayer l'échec scolaire ;
- l'efficacité comparée des dépenses intérieures d'éducation consenties par les différents États membres.

La conférence s'adresse à quatre grands types de public : les décideurs politiques, les experts, les chercheurs et les gestionnaires dans le domaine de l'éducation.

Trois ateliers seront organisés en parallèle :

- l'enseignement obligatoire ;
- l'enseignement supérieur ;
- l'enseignement et la formation professionnels.

Jeudi 13 novembre matin

Séance plénière

Président : Daniel VITRY, directeur de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), France

9 h 30

Allocution d'ouverture

- **Valérie PÉCRESSE**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, France

Intervenants :

- **Odile QUINTIN**, directrice générale de l'éducation et de la culture, Commission européenne
- **Frank VANDENBROUCKE**, vice-ministre, président du gouvernement flamand et ministre du travail, de l'éducation et de la formation, Belgique

10 h 30

Pause

- 11 h 00 - 13 h 00**
- **Norberto BOTTANI**, expert indépendant :
« *Les indicateurs internationaux de l'enseignement : une histoire de vingt ans* »
 - **Manfred TESSARING**, chef de l'unité sur le domaine de la recherche et sur l'analyse des politiques, Cedefop :
« *Pour des économies basées sur la connaissance : la pertinence des indicateurs pour une politique de l'éducation et de la formation* »
 - **Annegret KRAMP-KARRENBAUER**, ministre sarroise de l'enseignement, de la famille, des femmes et de la culture, présidente de la conférence permanente des ministres de l'Éducation allemands :
« *Pisa en Allemagne et ses conséquences* »
 - **Amelie VON ZWEIGBERGK**, secrétaire d'État à l'éducation, Suède :
« *Peut-on améliorer le rendement scolaire en élargissement le système national d'évaluation* »
- 13 h 00 - 14 h 30** Déjeuner

Jeudi 13 novembre après-midi

- 14 h 30 - 18 h 30** Travaux en ateliers simultanés
(Voir programme détaillé page 5)
- 19 h 30** Cocktail au Palais de la découverte

Vendredi 14 novembre matin

Séance plénière

Président : **Daniel VITRY**, directeur de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), France

- 9 h 00 - 9 h 30** Intervention de **Xavier DARCOS**, ministre de l'Éducation nationale, France
- 9 h 30 - 12 h 30** Suite des travaux en ateliers simultanés
- 12 h 30 - 14 h 00** Déjeuner

Vendredi 14 novembre après-midi

Séance plénière

Président : Petr MATĚJŮ, directeur du département d'analyse et de stratégie, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, République tchèque

14 h 00 - Compte-rendu rapide des ateliers

14 h 45 par les rapporteurs

14 h 45 - Table-ronde : animation par Armelle LEVY, journaliste
16 h 00 *« Vers une approche européenne des comparaisons internationales ? »*

- **Alejandro TIANA**, ancien secrétaire général du ministère de l'Éducation, Espagne
- **Peter MORTIMORE**, professeur d'université, Royaume-Uni
- **Michel GLAUDE**, Eurostat
- **Anders HINGEL**, Commission européenne

16 h 00 - Synthèse et recommandations

16 h 30 - **Christian FORESTIER**, directeur du Conservatoire national des Arts et Métiers, France

16 h 30 - - **Gordon CLARK**, Commission européenne :
17 h 00 *« Le rôle clé des indicateurs et des benchmarks dans les objectifs stratégiques futurs de la coopération européenne en éducation et formation »*

Clôture par **Jean-Marc MONTEIL**, conseiller du Premier ministre, France

COMPARAISON INTERNATIONALE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : UN MODÈLE EUROPÉEN ? PROGRAMME DÉTAILLÉ DES ATELIERS

Atelier 1

Les comparaisons internationales de l'enseignement obligatoire

Jeudi 13 novembre

14 h 30 - 16 h 30 ***Session 1 : Évaluation des acquis des élèves dans l'enseignement obligatoire***

La première session portera sur **les objets, les acteurs et les usages des évaluations nationales et internationales** : Quelles stratégies d'évaluation sont mises en place dans les différents pays de l'UE ; au cours de cette session, sera présentée la problématique européenne avec les grands chantiers en cours (indicateurs européens, compétences clés en éducation...). Pour les différents pays, quels sont les programmes d'évaluation des acquis et comment se positionnent les différents acteurs ? Quelles constructions d'indicateurs en fonction de politiques données, comment celles-ci se sont-elles constituées, en fonction de quels objectifs ? Quels liens peuvent exister entre programmes d'évaluation nationaux et internationaux ? Plusieurs typologies de politiques d'évaluation seront repérées et présentées par les chefs de file de pays choisis comme prototypes des politiques mises en place. Cette session sera l'occasion d'aborder des questions qui n'ont pas toujours été posées jusqu'à présent, telle celle des rapports entre les stratégies de l'OCDE et celles de l'IEA, le positionnement de l'UE vis-à-vis de ces organismes ainsi que diverses questions méthodologiques.

Président : Seamus HEGARTY, président de l'IEA

Intervenants :

- **Anders HINGEL**, Commission européenne :
« *Les compétences clés : comparaison entre les pays de l'Union européenne* »
- **Michael MARTIN** et **Ina MULLIS**, *Boston College, USA* :
« *50 ans de comparaisons internationales* »
- **Andreas SCHLEICHER**, OCDE-Pisa :
« *10 ans d'expérience de Pisa : quels apports aux comparaisons internationales ?* »
- **Lorna BERTRAND**, *Department for children, schools and families (DCSF), Royaume-Uni* :
« *L'ère du test : évaluations nationales et internationales en Angleterre* »
- **Steen HARBILD**, ministère de l'Éducation, Danemark :
« *L'expérience danoise des évaluations d'acquis d'élèves* »

- **Pierre VRIGNAUD**, professeur Paris X Nanterre, France :
« *La mesure de la littératie dans les enquêtes internationales : la méthodologie est la réponse, mais quelle était la question ?* »

Rapporteur : Jean-Claude EMIN, ancien sous-directeur de l'évaluation à la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, France

16 h 30 Pause

17 h 00 - 18 h 30 **Session 2 : Les enseignants et l'organisation du système éducatif**

Plusieurs des thèmes suivants seront abordés dans cette session :

- La place de l'enseignant dans l'établissement scolaire
- L'enseignant comme employé et la relation employé-employeur
- Le mode d'évaluation et la rémunération
- Les relations entre l'enseignant et les familles
- La place de l'enseignant par rapport au chef d'établissement

Ils seront analysés en prenant en compte d'autres éléments tels que :

- Formation initiale et continue, envisagée comme un tout;
- Déroulement de carrière ;
- Conditions d'exercice, mode de fonctionnement des établissements ;
- Méthodes pédagogiques – lien avec les conditions de travail (taille de classe, travail en équipe...).

Président : Gaby HOSTENS, ministère - Belgique flamande, ancien président du *Strategic Management Group Ines* OCDE

Intervenants :

- **Arlette DELHAXHE**, Eurydice, Unité européenne :
« *Les limites de collecte d'information sur les enseignants au niveau central en lien avec la décentralisation* »
- **Marcel POCHARD**, président de la Commission Pochard, France :
« *Les réflexions françaises sur les enseignants* »
- **Michael DAVIDSON**, OCDE :
« *Les apports des travaux de l'OCDE sur la comparaison des enseignants* »
- **Thomas SMITH**, université Vanderbilt, Nashville, États-Unis d'Amérique :
« *Quelques éléments de comparaison sur la situation des enseignants dans le monde* »

Présentation faite par deux membres de l'Entep (réseau européen sur les politiques de formation des enseignants) :

- **Eve EISENSCHMIDT**, Estonie :
« *Comparaison des programmes d'induction en Europe* »
- **Apostolis DIMITROPOULOS**, Grèce :
« *Comparaison de la structure européenne de la formation des maîtres dans le processus de Bologne* »

Rapporteur : Sten SODERBERG, Agence de l'évaluation, Suède

Vendredi 14 novembre

9 h 30 -
10 h 30

Session 3 : Comparaisons internationales dans le domaine de l'équité

Les sessions 3 et 4 sont consacrées à l'équité et au lien équité – efficacité – efficience

La question de fond est la mesure du suivi de la mise en œuvre de la politique européenne dans le domaine de l'équité entendu dans le sens suivant, approuvé par les ministres des pays européens et le Parlement européen : « Un système est équitable si les résultats de l'éducation et de la formation sont indépendants du milieu socio-économique et d'autres facteurs conduisant à un handicap éducatif et que le traitement reflète les besoins spécifiques des individus en matière d'apprentissage » [« *Efficacité et équité des systèmes européens d'éducation et de formation* », Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, doc. 12677/06].

Partant du constat selon lequel l'intensité du lien entre environnement socio-culturel et performance des élèves est établie et mesurée dans tous les pays, le travail de la session thématique pourra approfondir ce constat : par exemple, peut-on, à partir des travaux existants et en particulier de ceux menés sous l'impulsion de la Commission, améliorer les comparaisons entre pays :

- en approchant la variété des processus de la construction du lien entre les caractéristiques individuelles des élèves et leurs chances scolaires ;
- en évaluant les arbitrages qui sont faits par les pays pour l'atténuer : comment construire des outils qui permettent d'évaluer les arbitrages entre améliorer l'efficacité (la performance moyenne) vs réduire les inégalités (réduire l'écart entre les performances des plus faibles et des plus forts).

La définition, la construction et l'usage dans chaque pays de la notion d'équité sont liés à l'histoire et aux principes qui sous-tendent les politiques éducatives dans les différents systèmes éducatifs de l'UE, de plus les inégalités de parcours et de réussite scolaires sont fortement dépendant des contextes économiques, sociaux et politiques : quelles sont alors les conditions qui permettent de rendre comparables et interprétables ces systèmes et de construire « un cadre européen de comparaison sur l'équité des systèmes éducatifs » ?

Président : Enrique ROCA, ministère de l'éducation, Espagne

Intervenants :

- **Maria HRABINSKA**, Commission européenne :
« *Les travaux de la Commission européenne sur l'équité : une vision comparative* »
- **Susan SCLAFANI**, Chartwell Education Group, USA :
« *Les questions sur l'équité aux États-Unis* »
- **Hans-Peter FUESSEL**, DIPF, Francfort, Allemagne :
« *Les questions sur l'équité en Allemagne* »
- **Marc DEMEUSE**, Université de Mons, Belgique :
« *Ce que l'on sait de l'équité en Europe* »

10 h 30

Pause

11 h 00 -
12 h 30

Session 4 : Équité - efficacité - efficience : quelles comparaisons ?

Président : **Jaap SCHEERENS**, professeur, université de Twente, Pays-Bas

Intervenants :

- **Louis-André VALLET**, Crest, Cnrs, France :
« *Ce que nous savons et ce que nous devons savoir sur l'(in)équité en éducation : un regard sociologique fondé sur la recherche internationale* »
- **Sally THOMAS**, université de Bristol, Angleterre :
« *Évolution temporelle dans les performances du point de vue de la valeur ajoutée en Angleterre : implications pour l'équité* »
- **Albert MOTIVANS**, Institut de statistiques de l'Unesco :
« *Approches transnationales pour mesurer les disparités dans les ressources éducatives et les résultats des apprentissages* »
- **Dominique BARNICHON**, DGESCO, France :
« *Les différentes mesures en faveur de l'équité en France* »

Rapporteur : **Marc DEMEUSE**, université de Mons, Belgique

Atelier 2

Enseignement supérieur : typologie et classement des établissements d'enseignement supérieur

L'essentiel des débats de l'atelier portera sur la typologie – classification des établissements d'enseignement supérieur et leur classement (*ranking*), avec une attention particulière à la possibilité d'appliquer un classement aux établissements d'enseignement supérieur en Europe. Étant entendu que le principe du classement ne peut plus désormais être remis en cause, l'Europe doit-elle se satisfaire des classements existants, nationaux, ou internationaux tels que ceux dits de Shanghai, du Times, de Leiden, du CHE etc., tout en contribuant à leur amélioration. Dans ce cas, il sera utile de promouvoir un meilleur équilibre dans la sélection des données, une pondération plus appropriée des différents critères, la prise en compte de la notoriété, de la production de littérature scientifique (avec un équilibre approprié entre les disciplines et un équilibre linguistique), du salaire à l'embauche ou du niveau du poste / taux d'accès à l'emploi pour l'étudiant ou le diplômé / coût des études pour l'étudiant et sa famille, ou encore d'autres critères. D'autres approches sont également envisageables. L'Europe pourrait par exemple constituer un « consortium européen » afin de pouvoir s'exprimer de manière claire dans les discussions avec les autres partenaires. Une approche plus ambitieuse serait que l'Europe développe des classements différents, ou bien complémentaires, qui tiennent compte de ses spécificités, de ses structures et de ses valeurs. Dans ce cas, il serait important que l'Europe définisse ses propres standards et les indicateurs les plus pertinents associés à ses standards. La recherche doit-elle être l'un des indicateurs essentiels, et ceci quel que soit le niveau d'étude considéré (Licence, Master, Doctorat) ? En conclusion, peut-on affirmer qu'il y a suffisamment d'arguments politiques, de volonté politique, d'informations disponibles et d'outils méthodologiques pour une classification et un classement européens des établissements d'enseignement supérieur en Europe ? Quelles pourraient alors en être les bases ? Quelles devraient en être les parties prenantes ? Un agenda peut-il être construit à l'occasion de cet atelier ? ...

Jeudi 13 novembre

14 h 30 - 16 h 00 **Session 1 : Principales questions – principaux enjeux**

Président : **Jean-François DHAINAUT**, Agence d'évaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (AERES), France

Intervenants :

- **Peter VAN DER HIJDEN**, Commission européenne :
« *Le point de vue de la commission européenne sur les classements des établissements d'enseignement supérieur* »
- Prof. **Wolfgang MACKIEWICZ**, président du groupe d'expert de la Commission européenne DG Recherche sur « l'Évaluation de la recherche universitaire » :
« *Présentation des résultats de la réflexion du groupe* »
- Prof. **Lesley WILSON**, secrétaire générale de l'Association européennes des universités :
« *Les réflexions de l'Association européenne des universités sur les classements internationaux* »
- Dr. **Jamil SALMI**, Banque mondiale, Washington, USA :
« *Les réflexions de la Banque mondiale sur l'évolution de l'enseignement supérieur et l'impact des classements* »

16 h 00 Pause

16 h 30 - 18 h 00 **Session 2 : L'état de l'art**

Président : **Barbara NOLAN**, Commission européenne

Intervenants :

- Prof. **Jean-François DHAINAUT**, président de l'AERES, France :
« *Vers une typologie des universités françaises* »
- Prof. **Frans VAN VUGHT**, université de Twente, Pays-Bas :
« *Construire une classification des établissements d'enseignement supérieur : les résultats d'un projet européen* »
- Prof. **Nian Cai LIU**, directeur, *Center for World-Class Universities and Dean of Graduate School of Education, Jiao Tong University* de Shanghai, Chine :
« *Les principaux enseignements du classement de Shanghai* »
- Prof. **Frank ZIEGELE**, directeur, *Center for Higher Education Development*, Allemagne :
« *Les principaux enseignements des travaux sur les classements du CHE* »
- **Michel GLAUDE**, Eurostat :
« *Rapide présentation des travaux engagés par Eurostat* »
- **Karine TREMBLAY**, OCDE :
« *Évaluation internationale par l'OCDE des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO)* »

Vendredi 14 novembre

9 h 30 -

Session 3 : *Table ronde - Repères pour l'action*

10 h 30

Président : **François LE POULTIER**, CPU, France

Intervenants :

- **Gero FEDERKEIL**, *Manager in Charge of Rankings*,
CHE - Center for higher education development,
Gütersloh, Allemagne
- **Ghislaine FILLIATREAU**, directrice de l'Observatoire
des Sciences et Techniques (OST), France
- Prof. **Marijk VAN DER WENDE**, présidente de l'IMHE
(OCDE), Pays-Bas

Début de la discussion générale

11 h 00 -

Session 4 : *Recommandations – quel projet pour l'Europe ?*

12 h 30

Président : **Daniel VITRY**, directeur de l'évaluation,
de la prospective et de la performance (DEPP), France

Suite de la discussion générale

pour réagir aux propositions faites durant la session 3

Conclusions

- **Jan SADLAK**, directeur Cepes-Unesco, Roumanie
- **Patrick HETZEL**, directeur général de l'Enseignement
supérieur, France

Rapporteur : **Denis DESPREAUX**, direction de
l'évaluation, de la prospective et de la performance
(DEPP), France

Atelier 3

Quels indicateurs pour l'enseignement et la formation professionnels ?

Il est nécessaire tout d'abord de trouver les bonnes questions « politiques » sur ce sujet car c'est pour répondre correctement à ces questions que l'on doit choisir des indicateurs et juger de leur pertinence. Cela s'inscrit clairement dans le suivi du processus de Copenhague.

Il apparaît important de concentrer les travaux de l'atelier sur quelques questions qui intéressent les décideurs politiques et de traiter les diverses questions (méthodologiques, améliorations souhaitables, ...) à partir de ces questions.

Cela conduira inévitablement à discuter ensuite de plusieurs problèmes repérés sur les indicateurs actuels qui dans certains cas indiquent une fourchette extrêmement large de valeurs pour un même pays. C'est notamment vrai pour un des indicateurs « *benchmark* » du suivi du processus de Lisbonne.

Il se pose ainsi clairement le problème de la définition et du champ des indicateurs existant. Des avancées ont été faites ces dernières années avec les définitions proposées par Eurostat de l'enseignement formel, non formel et informel. Il sera intéressant de disposer d'un bilan de tous ces travaux et donc un exposé du Cedefop sur la qualité des indicateurs existants sera très utile.

Dans le même temps, beaucoup de données ont été collectées ces dernières années. Faut de temps et de moyens, une partie importante d'entre elles n'ont pas été totalement exploitées. Il sera donc utile de discuter sur la meilleure façon d'utiliser les données existantes.

Il sera également intéressant de profiter de l'expérience issue de travaux d'indicateurs centrés sur l'enseignement et la formation professionnelle mais faits dans une région particulière : la région Meda qui comprend dix pays « méditerranéens » : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, la Palestine, Israël, la Syrie, le Liban et la Turquie. Ces pays avec l'aide de la Fondation de Turin s'efforcent de bâtir un ensemble d'indicateurs qui leur permettent de se comparer dans ce domaine.

Dans ce cadre, il sera important que quelques décideurs politiques puissent intervenir dans l'atelier. Cela peut être des personnes pouvant parler des problèmes des régions qui ont aujourd'hui la responsabilité de la politique de la formation professionnelle avec une forte implication des partenaires sociaux. C'est notamment la situation dans beaucoup de pays d'Europe très décentralisés.

Jeudi 13 novembre

14 h 30 - 16 h 00 **Session 1 : Objectifs politiques que doivent mesurer les indicateurs**

Président : **Jean-Luc CENAT**, Afdet, France

Intervenants :

- **Oyvind BJERKESTRAND**, Commission européenne :
« *Les objectifs de la Commission européenne dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels* »
- **Joaquim PRATS**, directeur du Conseil supérieur de l'évaluation du système éducatif de la région de la Catalogne, Espagne :
« *Les principaux enseignements de l'expérience de la Catalogne* »
- **Françoise AMAT**, secrétaire générale du Conseil national de la formation tout au long de la vie (CNFTLV) :
« *Les différentes politiques et les préoccupations des régions françaises en matière de formation professionnelle* »

16 h 00 Pause

16 h 30 - 18 h 00 **Session 2 : L'état de l'art des comparaisons européennes**

Président : **Manfred TESSARING**, Cedefop

Intervenants :

- **Katja NESTLER**, **Alex STIMPSON**, Cedefop :
« *Les indicateurs et les structures-types de l'enseignement et de la formation professionnels en Europe* »
- **Lene MEJER**, Eurostat :
« *Les principales comparaisons issues des travaux d'Eurostat* »
- **Jens JOHANSEN**, European Training Foundation :
« *Une analyse comparative de la formation professionnelle dans les pays de la région Meda* »

Vendredi 14 novembre

9 h 30 -
10 h 30

Session 3 : Comment améliorer notre mesure de la qualité ?

Président : **Oriol HOMS**, Centre d'initiatives et de recherches européennes en Méditerranée (Cirem)

Table ronde :

- **Kenny PETERSSON**, Suède
- **Élisabeth ARNOLD**, DGESCO, France
- **Bernard DRÉANO**, DGEFP, France
- **William THORN**, OCDE-PIAAC
- **Madlen SERBAN**, Roumanie
- **Fabio ROMA**, ISFOL, Italie

11 h 00 -
12 h 30

Session 4 : Perspectives à moyen terme

Présidente : **Pascale POLLET**, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), MEN-MESR, France

Intervenants :

- **Martin BAETHGE**, université de Göttingen, Allemagne :
« *Quelques idées et quelques exemples tirés de bonne pratique en Allemagne : VET-LSA* »
- **Oriol HOMS**, Cirem, Espagne :
« *Quelques idées et quelques exemples tirés de bonne pratique en Espagne* »
- **Pascale POULET-COULIBANDO**, DEPP, France :
« *Quelques propositions pour lancer le débat* »

Réaction :

- **Michel GLAUDE**, directeur des statistiques sociales à Eurostat

Discussion générale

Rapporteur :

- **Christine MAINGUET**, Belgique

INTERNATIONALER VERGLEICH ZWISCHEN BILDUNGSSYSTEMEN: EIN EUROPÄISCHES MODELL? ORIENTIERUNGSPAPIER UND KONFERENZ PROGRAMM

Das Ziel dieser Konferenz ist es, die Stärken und Schwächen der unterschiedlichen europäischen und internationalen Bildungssysteme aufzuzeigen, wobei gleichzeitig auch die Notwendigkeit einer regelmäßigen und objektiven Bewertung der Reformen in den einzelnen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union anhand von geeigneten Indikatoren betont wird. Insbesondere soll die Konferenz eine Möglichkeit zu einer Bestandsaufnahme bieten, über

- den gegenwärtigen Stand der verschiedenen europäischen Bildungssysteme und deren Leistung;
- die Eignung der verschiedenen europäischen Bildungssysteme, das Schulversagen zu begrenzen;
- die vergleichsweise Effizienz in den einzelnen Mitgliedsstaaten angesetzten internen Bildungsausgaben.

Die Konferenz wendet sich an vier große Publikumszielgruppen: politische Entscheidungsträger, Experten, Forscher und Manager im Bildungsbereich.

Zeitgleich finden drei Workshops zu folgenden Themen statt:

- Die Schulpflicht
- Das Hochschulwesen
- Die berufliche Aus- und Fortbildung

Donnerstag 13. November, morgens

Plenarsitzung

Vorsitz: Daniel VITRY, Direktor für Evaluation bei der DEPP, Frankreich

- 9.30 Uhr** **Eröffnung** durch **Valérie PÉCRESSE**, Ministerin für Hochschulwesen und Forschung, Frankreich
- **Odile QUINTIN**, Generaldirektorin für Bildung, Europäische Kommission
 - **Frank VANDENBROUCKE**, Vize-Ministerpräsident der flämischen Regierung und Minister für Arbeit, Bildung und Ausbildung, Belgien

10.30 Uhr Pause

- 11.00 - 13.00 Uhr**
- **Norberto BOTTANI**, unabhängiger Experte:
„Internationale Bildungsindikatoren: 20 Jahre Geschichte“
 - **Manfred TESSARING**, Bereichsleiter Forschung und politische Analyse, Cedefop:
„Für Wirtschaften auf der Basis von Wissen: die Relevanz der Indikatoren für eine Bildungs- und Ausbildungspolitik“
 - **Annegret KRAMP-KARRENBÄUER**, saarländische Ministerin für Bildung, Familie, Frauen und Kultur, Präsidentin der deutschen Kultusministerkonferenz:
„Pisa in Deutschland und seine Konsequenzen“
 - **Amelie VON ZWEIFBERGK**, Staatssekretär für Bildung, Schweden:
„Kann man schulische Leistung durch eine Ausweitung des nationalen Evaluationssystems verbessern?“
- 13.00 - 14.30 Uhr** Mittagessen

Donnerstag 13. November, nachmittags

- 14.30 - 18.00 Uhr** Gleichzeitiges Arbeiten im parallelen Workshops
(Siehe Seite 16)
- 19.30 Uhr** Cocktail im Palais de la découverte

Freitag 14. November, morgens

Plenarsitzung

Vorsitz: **Daniel VITRY**, Direktor DEPP, Frankreich

9.00 - 9.30 Uhr **Vortrag** von **Xavier DARCOS**, Bildungsminister, Frankreich

9.30 - 12.30 Uhr **Fortsetzung der Arbeiten im Workshop**

12.30 - 14.00 Uhr Mittagessen

Freitag 14. November, nachmittags

Plenarsitzung

Vorsitz: **Petr MATĚJŮ**, Direktor der Abteilung Analyse und Strategie – Ministerium für Bildung, Jugend und Sport, Tschechischen Republik

14.00 - 14.45 Uhr **Kurzer Bericht über die Workshops**
durch die Berichterstatter

14.45 - 16.00 Uhr **Runder Tisch: Beitrag Armelle LEVY**, Journalist
„In Richtung eines europäischen Ansatzes beim internationalen Vergleich?“

- **Alejandro TIANA**, ehemaliger Generalsekretär Bildungsministeriums, Spanien
- **Peter MORTIMORE**, Universitätsprofessor, Großbritannien
- **Michel GLAUDE**, Eurostat
- **Anders HINGEL**, Europäische Kommission

16.00 - 16.30 Uhr **Zusammenfassung und Empfehlungen**
- **Christian FORESTIER**, Direktor CNAM, Frankreich

16.30 - 17.00 Uhr - **Gordon CLARK**, Europäische Kommission:
„Die Schlüsselrolle der Indikatoren und Benchmarks bei den strategischen Zielen für die Zukunft der europäischen Zusammenarbeit in der Bildung und Ausbildung“

Abschluss durch **Jean-Marc MONTEIL**, Berater des Premierministers, Frankreich

INTERNATIONALER VERGLEICH ZWISCHEN BILDUNGSSYSTEMEN: EIN EUROPÄISCHES MODELL? GENAUE PROGRAMM DER ARBEITSGRUPPEN

Workshop 1

Internationale Vergleiche der Schulpflicht

Donnerstag, 13. November

14.30 - 16.30 Uhr ***Sitzung 1: Evaluation der Leistungen von Schülern während der Schulpflicht***

Die erste Sitzung wird sich um **die Inhalte, die Akteure und die Anwendung nationaler und internationaler Bewertungen** drehen: Welche Evaluationsstrategien werden in den verschiedenen Ländern der EU umgesetzt; im Laufe dieser Sitzung wird die europäische Problematik mit den großen aktuellen Problemfeldern debattieren (europäische Indikatoren, Schlüssel-kompetenzen in der Bildung etc.). Wie sehen die Programme zur Evaluation von Leistungen in den unterschiedlichen Ländern aus und wie positionieren sich die verschiedenen Akteure? Wie werden Indikatoren je nach politischer Vorgabe konstruiert, wie wurden sie zusammengestellt und nach welchen Zielvorgaben? Welche Verbindungen kann es zwischen nationalen und internationalen Evaluationsprogrammen geben? Mehrere Typologien einer Evaluationspolitik werden von den federführenden Gremien eines ausgewählten Landes als Prototypen der umgesetzten Politik finden und präsentieren. Diese Sitzung wird die Gelegenheit, Fragen anzusprechen, die bislang noch nicht gestellt wurden, wie z. B. die der Beziehungen zwischen den Strategien der OECD und denen der IEA, die Positionierung der EU gegenüber diesen Organisationen sowie diverse methodologische Fragen.

Vorsitz: Seamus HEGARTY, Präsident der IEA

Redner:

- **Anders HINGEL**, Europäische Kommission:
„Schlüsselkompetenzen: Vergleich zwischen den Ländern der Europäischen Union“
- **Michael MARTIN** und **Ina MULLIS**, Boston College, USA:
„50 Jahre internationaler Vergleich“
- **Andreas SCHLEICHER**, OECD-Pisa:
„10 Jahre Erfahrung mit Pisa: Welcher Beitrag zum internationalen Vergleich?“
- **Lorna BERTRAND**, Department for children, schools and families (DCSF), Vereinigte Königreich:
„Die Test-Ära: nationale und internationale Evaluationen in England“

- **Steen HARBILD**, Bildungsminister, Dänemark:
„Die dänische Erfahrung mit der Evaluation von Schülerleistungen“
- **Pierre VRIGNAUD**, Professor Paris X Nanterre:
„Das Messen des Bildungsgrades in internationalen Untersuchungen in die Methode als Antwort, aber wie lautet die Frage?“

Berichterstatte: **Jean-Claude EMIN**, ehemaliger
beigeordneter Direktor für Evaluation bei der DEPP,
Frankreich

**17.00 -
18.30 Uhr**

Session 2 : Lehrkräfte und Organisation des Bildungssystems

Mehrere der folgenden Themen werden in dieser Sitzung diskutieren :

- Die Stellung der Lehrkraft in der schulischen Einrichtung
- Die Lehrkraft als Angestellter und die Beziehung Angestellter/Arbeitgeber
- Die Art der Evaluation und die Vergütung
- Die Beziehungen zwischen der Lehrkraft und den Familien
- Die Stellung der Lehrkraft im Vergleich zum Leiter der Einrichtung

Die Analyse wird unter Berücksichtigung weiterer Elemente erfolgen, wie z. B.:

- Ursprüngliche Ausbildung und Fortbildung - als Ganzes geplant;
- Karriereverlauf;
- Bedingungen der Berufsausübung, Funktionsweise der Schuleinrichtungen;
- Pädagogische Methoden – Verbindung mit den Arbeitsbedingungen (Klassengröße, Teamarbeit etc.).

Vorsitz: Gaby HOSTENS, Ministerium – flämischer Teil Belgiens, ehemaliger Präsidentin der *Strategic Management Group Ines* OECD

Redner:

- **Arlette DELHAXHE**, Eurydice, europäische Einheit:
„Die Grenzen der Datenerhebung über Lehrkräfte auf zentraler Ebene in Verbindung mit der Dezentralisierung“
- **Marcel POCHARD**, Präsident der *Commission Pochard*, Frankreich:
„Französische Reflexionen über Lehrkräfte“
- **Michael DAVIDSON**, OECD:
„Der Beitrag der OECD-Arbeiten über den Vergleich von Lehrkräften“
- **Thomas SMITH**, Universität Vanderbilt, Nashville, USA:
„Einige Vergleichselemente zur Situation von Lehrkräften weltweit“

Präsentation durch zwei Mitglieder der Entep (Europäisches Netzwerk für Lehrerbildungspolitik):

- **Eve EISENSCHMIDT**, Estland:
„Vergleich der Induktionsprogramme in Europa“
- **Apostolis DIMITROPOULOS**, Griechenland:
„Vergleich der europäischen Struktur der Ausbildung von Lehrern im Bologna-Prozess“

Berichterstatte: **Sten SODERBERG**, Agentur für Bewertung - Schweden

Freitag, 14. November

9.30 - 10.30 Uhr **Sitzung 3 : Internationale Vergleiche im Bereich Gerechtigkeit**

Die Sitzungen 3 und 4 widmen sich der Gerechtigkeit und der Verbindung Gerechtigkeit - Effektivität - Effizienz. Debattiert wird die Messung des Follow-ups der Umsetzung europäischer Politik im Bereich Gerechtigkeit in folgendem und von den Ministern der europäischen Länder und dem Europäischen Parlament verabschiedeten Sinne: „Ein System ist gerecht, wenn die Resultate aus Bildung und Ausbildung nicht vom sozioökonomischen Milieu und anderen Faktoren abhängen, die zu einem Bildungshandicap führen könnten, und wenn die Behandlung die besonderen Bedürfnisse der Individuen im Bereich Lernen widerspiegelt“ („*Effektivität und Gerechtigkeit der europäischen Bildungs- und Ausbildungssysteme*“, Mitteilung der Kommission an den Europäischen Rat und das Europäische Parlament, Dok. 12677/06).

Ausgangspunkt ist die Feststellung, der zufolge die Intensität der Verbindung zwischen soziokulturellem Umfeld und Leistung der Schüler in allen Ländern aufgestellt und gemessen wird. Die Arbeit der themenbezogenen Sitzung wird diese Feststellung vertiefen: Man kann zum Beispiel ausgehend von bestehenden Arbeiten und insbesondere der Arbeiten, die auf Betreiben der Kommission durchgeführt wurden, die Vergleiche zwischen den Ländern optimieren:

- indem man sich der Vielfalt der Prozesse für den Aufbau der Verbindungen zwischen den individuellen Charakteristika der Schüler und ihren schulischen Chancen nähert,
- indem man die Vergleiche beurteilt, die von den Ländern zu deren Abschwächung gezogen werden: Wie lassen sich Instrumente zur Evaluation der Vergleiche zwischen Verbesserung der Effektivität (die durchschnittliche Leistung) und Verringerung von Ungleichheiten (Reduzierung der Spanne zwischen den schwächsten und stärksten Leistungen) einrichten.

Die Definition, Errichtung und Verwendung des Begriffs Gerechtigkeit sind in jedem einzelnen Land mit der Geschichte und den Prinzipien verbunden, die der Bildungspolitik in den verschiedenen EU-Bildungssystemen zugrunde liegen. Darüber hinaus hängen Ungleichheiten bei der schulischen Laufbahn und dem schulischen Erfolg stark von den wirtschaftlichen, sozialen und politischen Kontexten ab: Wie sehen also die idealen Bedingungen für einen Vergleich und eine Interpretation dieser Systeme und für die Errichtung „eines europäischen Vergleichsrahmens zur Gerechtigkeit der Bildungssysteme“ aus?

Vorsitz: Enrique ROCA, Bildungsminister, Spanien

Redner:

- **Maria HRABINSKA**, Europäische Kommission:
„*Die Arbeiten der Europäischen Kommission über Gerechtigkeit: eine vergleichende Vision*“
- **Susan SCLAFANI**, Chartwell Education Group, USA:)
„*Fragen zur Gerechtigkeit in den USA*“
- **Hans-Peter FUESSEL**, DIPF, Frankfurt, Deutschland:
„*Fragen zur Gerechtigkeit in Deutschland*“

- **Marc DEMEUSE**, Universität Mons, Belgien:
„Was man über Gerechtigkeit in Europa weiß“

10.30 Uhr Pause

11.00 - 12.30 Uhr **Sitzung 4: Gerechtigkeit – Effektivität – Effizienz:
Welche Vergleiche?**

Vorsitz: **Jaap SCHEERENS**, Professor, Universität Twente, Niederlande

Intervenants :

- **Louis-André VALLET**, Crest, Cnrs, Frankreich:
„Was wir über (Un-)Gerechtigkeit in der Bildung wissen und wissen sollten: ein soziologischer Blick, basierend auf internationaler Forschung“
- **Sally THOMAS**, Universität Bristol, England:
„Temporale Entwicklung der Leistungen, ausgehend vom Mehrwertstandpunkt in England: Implikationen für die Gerechtigkeit“
- **Albert MOTIVANS**, Statistisches Institut der Unesco:
„Transnationale Ansätze zur Messung von Ungleichheiten in den Bildungsressourcen und Lernresultaten“
- **Dominique BARNICHON**, DGESCO, Frankreich:
„Die unterschiedlichen Maßnahmen zugunsten der Gerechtigkeit in Frankreich“

Berichterstatte: **Marc DEMEUSE**, Universität Mons, Belgien

Workshop 2

Hochschulwesen: Typologie und Einstufung von Hochschuleinrichtungen

Die Debatten des Workshops werden sich im Wesentlichen um die Typologie, die Einstufung der Hochschuleinrichtungen und ihre Rangordnung (Ranking) drehen, mit besonderem Augenmerk auf die Möglichkeit der Anwendung einer Rangliste für Hochschuleinrichtungen in Europa.

Da das Prinzip der Einstufung künftig selbstverständlich nicht mehr in Frage gestellt werden kann, muss sich Europa mit den bestehenden nationalen oder internationalen Ranglisten, wie z. B. dem Shanghai-, Times-, Leiden- oder CHE-Ranking etc. zufriedengeben und kann gleichzeitig einen Beitrag zu deren Optimierung leisten. In diesem Falle wird es nützlich, ein besseres Gleichgewicht in der Auswahl der Daten sowie eine Gewichtung zu fördern, die besser an die unterschiedlichen Kriterien angepasst ist, unter Berücksichtigung des Bekanntheitsgrades, der Produktion von wissenschaftlicher Literatur (mit einer ausgewogenen Balance zwischen den Disziplinen und einem sprachlichen Gleichgewicht), des Gehalts bei der Anstellung oder des Niveaus des Arbeitsplatzes / Zugangsquote zur Beschäftigung für den Studenten oder Diplomanten / Studienkosten für den Studenten und seine Familie oder auch anderer Kriterien. Weitere Ansätze sind ebenfalls möglich. Europa könnte zum Beispiel ein „europäisches Konsortium“ bilden, um sich in den Gesprächen mit den anderen Partnern auf klare Weise ausdrücken zu können. Ein etwas ehrgeizigerer Ansatz wäre, dass Europa verschiedene Ranglisten entwickelt oder auch ergänzende Rankings, die seine Besonderheiten, Strukturen und Werte entsprechend berücksichtigen. In diesem Falle wäre es wichtig, dass Europa seine

eigenen Standards und die relevantesten Indikatoren in Verbindung mit seinen Standards definiert. Muss die Forschung einer der wesentlichen Indikatoren sein, und was wäre das betreffende Studienniveau (Bachelor, Master, Promotion)? Kann man, zusammenfassend betrachtet, behaupten, dass es genügend politische Argumente, politischen Willen, verfügbare Informationen und methodologische Instrumente für eine europäische Klassifikation und Rangliste für Hochschuleinrichtungen in Europa gibt? Was könnten also die Grundlagen dafür sein? Wer sollte mitwirken? Kann bei diesem Workshop eine Agenda erstellt werden? ...

Donnerstag, 13. November

14.30 - 16.00 Uhr **Sitzung 1: Die wichtigsten Fragen – die wichtigsten Herausforderungen**

Präsident : **Jean-François DHAINAUT**, AERES, Frankreich
Redner:

- **Peter VAN DER HIJDEN**, Europäische Kommission:
„Der Standpunkt der Europäischen Kommission in Bezug auf Ranglisten für Hochschuleinrichtungen“
- Prof. **Wolfgang MACKIEWICZ**, Vorsitzender der Expertengruppe der Europäischen Kommission Generaldirektion Forschung über die Bewertung universitärer Forschung:
„Präsentation der Ergebnisse der Arbeit der Gruppe“
- Prof. **Lesley WILSON**, Generalsekretärin des Europäischen Hochschulverbandes:
„Reflexionen des Europäischen Hochschulverbandes über internationale Ranglisten“
- Dr. **Jamil SALMI**, Weltbank, Washington, USA:
„Reflexionen der Weltbank über die Entwicklung des Hochschulwesens und der Einfluss von Ranglisten“

16.00 Uhr Pause

16.30 - 18.00 Uhr **Sitzung 2: Aktueller Stand**

Vorsitz: **Barbara NOLAN**, Europäische Kommission

Redner:

- Prof. **Jean-François DHAINAUT**, Präsident der AERES, Frankreich:
„Die Bewertung von Hochschuleinrichtungen in Frankreich“
- Prof. **Frans VAN VUGHT**, Universität Twente, Niederlande:
„Aufbau einer Klassifikation für Hochschuleinrichtungen: Ergebnisse eines europäischen Projekts“
- Prof. **Nian Cai LIU**, Direktor, Center for World-Class Universities and Dean of Graduate School of Education, Jiao Tong University in Shanghai, China:
„Die wichtigsten Lehren des Shanghai-Ranking“
- Prof. **Frank ZIEGELE**, Direktor, Center for Higher Education Development, Deutschland:
„Die wichtigsten Lehren aus den Arbeiten über die CHE-Hochschulrankings“
- **Michel GLAUDE**, Eurostat :
„Kurze Präsentation der Arbeiten der Eurostat“
- **Karine TREMBLAY**, OECD :
„Internationale Bewertung durch die OECD der Resultate des Hochschulwesens (AHELO)“

Freitag, 14. November

9.30 - **Sitzung 3: Runder Tisch-Anhaltspunkte zum Handeln**

10.30 Uhr **Vorsitz: François LE POULTIER**, CPU, Frankreich

Redner:

- **Gero FEDERKEIL**, *Manager in Charge of Rankings*,
CHE - Center for higher education development,
Gütersloh, Deutschland
- **Ghislaine FILLIATREAU**, Direktorin des *Observatoire
des Sciences et Techniques (OST)*, Frankreich
- Prof. **Marijk VAN DER WENDE**, Präsidentin des IMHE
(OECD), Niederlande

Beginn der allgemeinen Diskussion

11.00 - **Sitzung 4: Empfehlungen – welches Projekt für** 12.30 Uhr **Europa?**

Vorsitz: Daniel VITRY, Direktor, DEPP, Frankreich

Fortsetzung der allgemeinen Diskussion, um auf die
Vorschläge aus Sitzung 3 reagieren zu können

Schlussfolgerungen

- **Jan SADLAK**, Direktor Cepes-Unesco, Bukarest
- **Patrick HETZEL**, Generaldirektor für Hochschulwesen,
Frankreich

Berichterstatte: Denis DESPREAUX, DEPP, Frankreich

Workshop 3

Welche Indikatoren für die berufliche Aus- und Fortbil- dung?

Zunächst ist es erforderlich, die richtigen „politischen“ Fragen zu diesem Thema zu finden, denn um diese Fragen dann korrekt beantworten zu können, müssen Indikatoren entsprechend ausgewählt und ihre Relevanz beurteilt werden. Dies geschieht ganz klar im Rahmen der Fortführung des Kopenhagen-Prozesses.

Eine Konzentration der Arbeiten des Workshops auf einige Fragen, die für die politischen Entscheidungsträger wichtig sind, und die Behandlung diverser Punkte (methodologische, wünschenswerte Verbesserungen etc.) ausgehend von diesen Fragen, scheint wichtig.

Dies wird unvermeidlich zur anschließenden Diskussion mehrerer Probleme mit den aktuellen Indikatoren führen, die in manchen Fällen eine extrem breite Spanne von Werten für ein- und dasselbe Land angeben. Dies trifft insbesondere auf einen der „Benchmark“-Indikatoren aus der Fortführung des Lissabon-Prozesses zu.

So stellt sich ganz klar das Problem der Definition und des bestehenden Feldes von Indikatoren. Fortschritte wurden in den letzten Jahren mit den Definitionsvorschlägen der Eurostat über formelle, nicht-formelle und informelle Bildung erzielt. Interessant wird eine Bilanz all dieser Arbeiten und so wird ein Exposé des Cedefop über die Qualität der bestehenden Indikatoren von großem Nutzen sein.

Gleichzeitig wurden in den letzten Jahren sehr viele Daten gesammelt. Aus Zeit- und Ressourcenmangel wurde ein Großteil von ihnen nicht komplett ausgewertet. Daher wird es nützlich, über die beste Art der Verwendung der existierenden Daten zu diskutieren.

Außerdem wird es interessant sein, von der Erfahrung aus Arbeiten über Indikatoren zu profitieren, die sich auf die berufliche Aus- und Fortbildung konzentrieren, aber in einer bestimmten Region durchgeführt wurden: die MEDA-Region, die zehn „Mittelmeer“-Länder umfasst: Marokko, Algerien, Tunesien, Ägypten, Jordanien, Palästina, Israel, Syrien, Libanon und die Türkei. Diese Länder bemühen sich mit Hilfe der Europäischen Stiftung für Berufsbildung mit Sitz in Turin, ein Ensemble von Indikatoren zu errichten, anhand derer sie in diesem Bereich Vergleiche anstellen können.

In diesem Rahmen wird es wichtig sein, dass einige politische Entscheidungsträger einen aktiven Beitrag im Workshop leisten können. Dies könnten Personen sein, die von den Problemen der Regionen sprechen können, die heute die Verantwortung für eine berufliche Ausbildungspolitik mit einer starken Implikation der Sozialpartner tragen. Dies trifft vor allem auf viele sehr dezentralisierte Länder Europas zu.

Donnerstag, 13. November

14.30 - 16.00 Uhr **Sitzung 1: Politische Ziele, die Indikatoren messen sollen**

Vorsitz: **Jean-Luc CENAT**, Afdet, Frankreich

Redner:

- **Oyvind BJERKESTRAND**, Europäische Kommission:
„Die Ziele der Europäischen Kommission im Bereich berufliche Aus- und Fortbildung“
- **Joaquim PRATS**, Direktor des Obersten Rates für die Bewertung des Bildungssystems der Region Katalonien, Spanien:
„Die wichtigsten Lehren aus der Erfahrung in Katalonien“
- **Françoise AMAT**, Generalsekretärin des CNFTLV:
„Die unterschiedliche Politik und die Sorgen der französischen Regionen im Bereich berufliche Ausbildung“

16.00 Uhr Pause

16.30 - 18.00 Uhr **Sitzung 2: Der aktuelle Stand der europäischen Vergleiche**

Vorsitz: **Manfred TESSARING**, Cedefop

Redner:

- **Katja NESTLER, Alex STIMPSON**, Cedefop:
„Indikatoren und typische Strukturen der beruflichen Aus- und Fortbildung in Europa“
- **Lene MEJER**, Eurostat:
„Die wichtigsten Vergleiche aus den Arbeiten von Eurostat“
- **Jens JOHANSEN**, European Training Foundation :
„Eine vergleichende Analyse der beruflichen Ausbildung in den Ländern der MEDA-Region“

Freitag, 14. November

9.30 - 10.30 Uhr **Sitzung 3: *Wie lässt sich unsere Messung der Qualität optimieren?***

Vorsitz: **Oriol HOMS**, Cirem

Runder Tisch:

- **Kenny PETERSSON**, Schweden
- **Élisabeth ARNOLD**, DGESCO, Frankreich
- **Bernard DRÉANO**, DGEFP, Frankreich
- **William THORN**, OECD-PIAAC
- **Madlen SERBAN**, Rumänien
- **Fabio ROMA**, ISFOL, Italien

11.00 - 12.30 Uhr **Sitzung 4: *Mittelfristige Perspektiven***

Vorsitz: **Pascale POLLET**, DEPP, Ministerium, Frankreich

Redner:

- **Martin BAETHGE**, Universität Göttingen, Deutschland:
„Einige Ideen und einige Beispiele bewährter Praxis in Deutschland: VET-LSA“
- **Oriol HOMS**, Cirem- Spanien:
„Einige Ideen und einige Beispiele bewährter Praxis in Spanien“
- **Pascale POULET-COULIBANDO**, DEPP, Frankreich:
„Einige Vorschläge für den Start der Debatte“

Reaktion:

- **Michel GLAUDE**, Direktor für Sozialstatistik bei der Eurostat

Debatte

Berichterstatter:

- **Christine MAINGUET**, Belgien

INTERNATIONAL COMPARISON OF EDUCATION SYSTEMS: A EUROPEAN MODEL?

OVERVIEW AND CONFERENCE PROGRAMME

The objective of the conference is to bring to the fore the strengths and weaknesses of the different international and European education systems, while highlighting the need for regular and objective assessment of the reforms undertaken by European Member States by means of appropriate indicators. It will notably assist in taking stock of:

- the current state and performance of the different European education systems;
- the ability of the different European education systems to curb the rate of failure in schools,
- the relative effectiveness of amounts spent on education by the different Member States.

The conference is aimed at four categories of audience: policy decision-makers, experts, researchers and managers in the field of education. Three workshops will run in parallel:

- compulsory education,
- higher education,
- vocational education and training.

Thursday, 13 November, morning

Plenary session

Chairman: Daniel VITRY, director of education, evaluation, forecast and performance (DEPP), France

9.30 am

Opening speech

- **Valérie PÉCRESSE**, minister of higher education and research, France

Contributions:

- **Odile QUINTIN**, director general for education and culture, European Commission
- **Frank VANDENBROUCKE**, deputy minister, President of the Flemish government and minister of work, education and training, Belgium

10.30 am

Break

- 11 am - 1 pm**
- **Norberto BOTTANI**, independent expert:
“The international indicators on education: a 20 years story”
 - **Manfred TESSARING**, Head of Area Research and Policy Analysis, CEDEFOP [European Centre for the Development of Vocational Training]:
“Towards knowledge based economies - relevance of indicators for education and training policy”
 - **Annegret KRAMP-KARRENBAUER**, minister of the Sarre for education, family, women and culture – chairwoman of the permanent conference of German education ministers:
“PISA [programme for international student assessment] in Germany and its consequences”
 - **Amelie VON ZWEIGBERGK**, Education State Secretary, Sweden:
“Can we improve school achievement through extending national testing?”

1 am - 2.30 pm Lunch

Thursday, 13 November, afternoon

2.30 - 6.30 pm Simultaneous workshops
(See page 27)

7.30 pm Cocktail at the Palais de la découverte

Friday, 14 November, morning

Plenary session

Chairman: **Daniel VITRY**, Director of DEPP [directorate of education, evaluation, forecast and performance], France

9 - 9.30 am Speech by **Xavier DARCOS**, minister of national education, France

9.30 - 12.30 am Continuation of the workshop in parallel

12.30 am - 2 pm Lunch

Friday, 14 November, afternoon

Plenary session

Chairman: Petr MATĚJŮ, director of the Analysis & Strategy Department - Ministry of Education, Youth and Sports, Czech republic

**2 -
2.45 pm** **Brief report of the workshops**
by the reporters

**2.45 -
4 pm** **Roundtable:** talk by **Armelle LEVY**, journalist
"Towards a European approach of international comparisons?"
- **Alejandro TIANA**, former general secretary of the ministry of education, Spain
- **Peter MORTIMORE**, university professor, United Kingdom
- **Michel GLAUDE**, Eurostat
- **Anders HINGEL**, European Commission

**4 -
4.30 pm** **Synthesis and recommendations**
- **Christian FORESTIER**, Director of CNAM, France

**4.30 -
5 pm** - **Gordon CLARK**, European Commission:
"The key role of indicators and benchmarks supporting the future strategic objectives for European cooperation in education and training"

Closure by **Jean-Marc MONTEIL**, Private office of the prime minister, France

INTERNATIONAL COMPARISON OF EDUCATION SYSTEMS: A EUROPEAN MODEL? DETAILED PROGRAMME OF THE WORKSHOPS

Workshop 1

International comparison of compulsory education

Thursday, 13 November

2.30 -
4.30 pm

Session 1: Assessment of students' skills in compulsory education

The first session will focus on the **purposes, players and uses of national and international assessment**: assessment strategies adopted in the different EU countries; the problems of current, major EU projects (European indicators, key skills in education...) will be addressed in this session. For the different countries, what are the skills assessment programmes and what are the roles of the different players? Which indicators to use in relation to given policies, how are these indicators constituted, in relation to which objectives? What are the possible links between national and international assessment programmes? Several types of assessment policies will be able to be identified and presented by the lead countries chosen as prototypes for policy implementation. This session will be an opportunity to examine questions not yet put forward until now, such as the relations between the strategies of the OECD and the IEA, the position of the EU in respect of organisations and various methodological questions.

Chairman: Seamus HEGARTY, Chairman of the IEA
Participants:

- **Anders HINGEL**, European Commission:
"Key skills: comparison of EU countries"
- **Michael MARTIN** and **Ina MULLIS**, Boston College, USA:
"50 years of international comparisons"
- **Andreas SCHLEICHER**, OECD-PISA:
"10 years of PISA experience: what contribution to international comparisons?"
- **Lorna BERTRAND**, Department for children, schools and families (DCSF), United Kingdom:
"Testing times: national and international assessment in England"
- **Steen HARBILD**, Ministry of education, Denmark:
"Assessment of student skills in Denmark"
- **Pierre VRIGNAUD**, Professor at Paris X Nanterre, France:
"Measuring literacy and the international assessment surveys: methodology is the answer, but what was the question?"

Reporter: Jean-Claude EMIN, former deputy director, DEPP, directorate of education, evaluation, forecast, and performance, France

4.30 pm Break

5 - 6.30 pm **Session 2: Teachers and the organisation of the education system**

Several of the following topics will be examined in the session:

- The place of teachers in schools
- The teacher as employee and the employee-employer relationship
- The mode of assessment and remuneration
- Relations between teachers and families
- The place of teachers in relation to school heads

The topics will be examined taking into account other elements, such as:

- Initial and continuing training, considered as a whole,
- Career path,
- Teaching and assessment methods employed in schools,
- Teaching methods – link with working conditions (class sizes, team work...).

Chairman: Gaby HOSTENS, Ministry – Flemish Belgium, former chairman of Strategic Management Group IIES [International Indicators of Educational Systems] OECD

Participants:

- **Arlette DELHAXHE**, EURYDICE [education information network in the European Community], European unit:
“The limits of data collection on teachers at the national level linked with the decentralisation”
- **Marcel POCHARD**, Chairman of the Pochard Commission, France:
“French thinking on teachers”
- **Michael DAVIDSON**, OECD:
“Contributions from the OECD as regards the comparison of teacher”
- **Thomas SMITH**, Vanderbilt University, Nashville, United States of America:
“Some elements of comparison of the situation of teachers in the world”

Presentation by two members of Entep (European Network of Training and Education Policies):

- **Eve EISENSCHMIDT**, Estonia:
“Comparing induction programs in Europe”
- **Apostolis DIMITROPOULOS**, Greece:
“Comparing european teacher initial training structure according to the Bologna process”

Reporter: Sten SODERBERG, Ministry / Assessment agency, Sweden

Friday, 14 November

9.30 - 10.30 am **Session 3: International comparisons as regards equity**

The main question is the measure and monitoring of the implementation of the European policy in the field of equity in the following meaning, approved by EU ministers and the European parliament: "A system is equitable if the results of education and training are independent of the socio-economic background and other factors leading to an educational handicap and if the content and methods reflect the specific needs of individuals in terms of learning" (*Efficacy and equity of European education and training systems*, Communication of the Commission to the Council and European Parliament, doc. 12677/06).

Taking as starting point the observation according to which the strength of the link between socio-cultural environment and performance of students is established and measured in all countries, the work of the thematic session will examine this observation in more detail: for example, can comparisons of countries be improved, taking as starting point existing work and, in particular, of work conducted under the initiative of the Commission:

- by comparing the variety of processes of the construction of the link between students' individual characteristics and chances at school,
- by assessing the efforts of countries to reduce the effect of this link: how to develop tools for assessing the choices between improving efficacy (average performance) and reducing inequalities (reduce the gap between performances of the weakest and strongest).

The definition, construction and use in each country of the notion of equity are linked to the history and principles that underlie the education policies in the different EU education systems. In addition, the inequalities of paths and success rates at school are strongly dependent on the economic, social and political contexts: what then are the conditions that enable to render these systems comparable and interpretable and that enable to build (a European comparison framework as regards the equity of education systems"

Chairman: Enrique ROCA, Ministry of education, Spain
Participants:

- **Maria HRABINSKA**, European Commission:
"European Commission's work on equity: a comparative vision"
- **Susan SCLAFANI**, Chartwell Education Group, USA:
"Questions of equity in the United States"
- **Hans-Peter FUESSEL**, DIPF, Frankfurt, Germany:
"Question of equity in German"
- **Marc DEMEUSE**, University of Mons, Belgium:
"What we know about equity in Europe"

10.30 am Break

- 11 -** **Session 4: Equity – efficacy: which comparison?**
12.30 am **Chairman: Jaap SCHEERENS**, Professor, University of Twente, Netherlands)
Participants:
- **Louis-André VALLET**, Crest, Cnrs, France :
“What we know and what we must know about (in)equity in education: a sociological view based on international research”
 - **Sally THOMAS**, University of Bristol, England :
“Time trends in Value Added performance in England: implications for Equity”
 - **Albert MOTIVANS**, Unesco Institute for Statistics:
“Cross-national approaches to measuring disparities in educational resources and learning outcomes”
 - **Dominique BARNICHON**, DGESCO, France :
“The different measures in favour of equity in France”
- Reporter: Marc DEMEUSE**, University of Mons, Belgium

Workshop 2

Higher education: Type and ranking of higher education establishments

The major part of debate will focus on typology – classification of higher education establishments and their ranking, with particular attention to the applicability of ranking for higher education in Europe.

It is generally considered that ranking of higher education is no longer called into question. In this context, it is important to reflect on whether European higher education should comply with existing national or international rankings, such as those of Shanghai, Times, Leiden, CHE, etc., while contributing to their improvement. The latter could be achieved by a more balanced selection of data and their weighting in such areas as positioning in reputation, production of scientific literature (with appropriate disciplinary and linguistic balance) / starting salary, student/graduate employment rates or level of post / cost of studies for the student/ family or other criteria. Some other approaches could be considered. Europe could, for instance, constitute a 'European consortium', in order to communicate clearly in discussions with other partners. A more forceful approach for Europe could be to develop another or supplementary ranking, which would better reflect the structures, specificity and values of Europe's higher education. In this case, it would be very important that Europe develops its own standards and the more relevant indicators linked with its standards. Must research be one of the main indicators, whatever the level of studies considered (Degree, Master's degree, Ph.D)? In conclusion, can we argue that there are sufficient policy arguments, political will, informational basis and methodological instrument for European classification and ranking of European higher education institutions? What then could be the bases for that? Who should be the stakeholders? Can an agenda be set out in the workshop?

Thursday, 13 November

2.30 -
4 pm

Session 1: Main questions – main issues

Chairman: **Jean-François DHAINAUT**, AERES, France
Participants:

- **Peter VAN DER HIJDEN**, European commission:
“The point of view of the European Commission (DG Education) as regards the rankings of higher-education establishments”
- Prof. **Wolfgang MACKIEWICZ**, Chairman of the European Commission Expert Group on 'Assessment of University based Research':
“Preliminary results of the works of the European Expert Group”
- Prof. **Lesley WILSON**, General Secretary of the Association of European Universities:
“Thoughts of the Association of European Universities on international rankings”
- Dr. **Jamil SALMI**, World Bank, Washington USA:
“Thoughts of the World Bank on the development of higher education and the impact on rankings”

4 pm

Break

4.30 -
6 pm

Session 2: State of the art

Chairman: **Barbara NOLAN**, European Commission
Participants:

- Prof. **Jean-François DHAINAUT**, AERES President, France:
“Evaluation of Higher education institutions in France”
- Prof. **Frans VAN VUGHT**, University of Twente, Netherlands:
“Building a European classification of higher education institutions, results of a European project”
- Prof. **Nian Cai LIU**, Director, Center for World-Class Universities and Dean of Graduate School of Education, Jiao Tong University in Shanghai, China:
“Main lessons to be learnt from Shanghai ranking”
- Prof. **Frank ZIEGELE**, Director, Center for Higher Education Development:
“Main lessons to be learn from CHE rankings”
- **Michel GLAUDE**, Eurostat :
“Brief presentation of work undertaken by Eurostat”
- **Karine TREMBLAY**, OCDE :
“OECD work on the assessment of higher education learning outcomes (AHELO)”

Friday, 14 November

9.30 - **Session 3: Roundtable: References for action**

10.30 am **Chairman: François LE POULTIER**, CPU, France

Participants:

- **Gero FEDERKEIL**, Manager in Charge of Rankings, CHE - Center for higher education development, Gütersloh, Germany
- **Ghislaine FILLIATREAU**, director of OST (Observatory of Science and Techniques), France
- Prof. **Marijk VAN DER WENDE**, Chairman of IMHE (OECD), Netherlands

Beginning of the general discussion

11 - **Session 4: Recommendations – which project for Europe?**

12.30 am

Chairman: Daniel VITRY, Director of education, evaluation, forecast and performance (DEPP), France

Continuation of the general discussion

to respond to proposals made in session 3

Conclusions

- **Jan SADLAK**, Director Cepes-Unesco, Romania
- **Patrick HETZEL**, Director General for Higher education, France

Reporter: Denis DESPREAUX, directorate of education, evaluation, forecast and performance (DEPP), France

Workshop 3

Which indicators for education and vocational training?

It is first necessary to find the right policy questions as regards the subject, since it is by providing the right answers to these questions that we must choose the indicators and judge their relevance.

This clearly falls within the scope of the follow-up to the Copenhagen process.

It is important to concentrate the work of the workshop on some questions that interest policy decision makers and to examine the various questions (methodologies, desired improvements...), taking as the starting point these questions.

This will inevitably lead to discussing several problems identified as regards current indicators, which in some cases show an extremely wide range of values for a given country. It is notably true for one of the benchmarks for the monitoring of the Lisbon process. Hence, the problem of definition and scope of existing indicators is clearly stated. Some progress has been made, in the past few years, with the definitions suggested by Eurostat of formal, non-formal and informal education. It will be interesting to have a report of all this work and so discussions on the relevance of this approach in Eurostat surveys.

At the same time, a lot of data has been collected, over the past few years. Due to a lack of time and means, a significant part of them has not been fully utilised. It would thus be useful to discuss the best way of using existing data.

It will also be interesting to benefit from the experience gained from work on indicators centred on education and vocational training, but undertaken in a particular region: Jordan, Palestine, Israel, Syria, Lebanon and Turkey. These countries, with help from the Foundation of Turin strive to construct a series of indicators, which enable them to compare themselves in the area.

Within this framework, it will be important that some policy decision makers can participate in the workshop. It could mean those who are able to speak about the problems of regions that today are responsible for the vocational training policy, with significant involvement of the social partners. It is notably the situation in a lot of very decentralised European countries.

Thursday, 13 November

2.30 -
4 pm

Session 1: Policy objectives that the indicators must measure

Chairman: **Jean-Luc CENAT**, Afdet, France

Participants:

- **Oyvind BJERKESTRAND**, European Commission:
"The objectives of the European Commission in the field of education and vocational training"
- **Joaquim PRATS**, director of the High-level Council for the Assessment of the Education System of Catalonia, Spain:
"The main lessons learnt from the experience of Catalonia"
- **Françoise AMAT**, general secretary of the CNFTLV [national council for lifelong training]:
"The different policies and preoccupations of French regions in terms of professional training"

4 pm

Break

4.30 -
6 pm

Session 2: The state of the art of European comparisons

Chairman: **Manfred TESSARING**, Cedefop

Participants:

- **Katja NESTLER, Alex STIMPSON**, Cedefop :
"VET indicators and patterns of VET in Europe"
- **Lene MEJER**, Eurostat:
"The principal comparisons coming out of the work of Eurostat"
- **Jens JOHANSEN**, European Training Foundation:
"Comparative analysis of professional training in MEDA-programme countries"

Friday, 14 November

9.30 - 10.30 am **Session 3: How to improve our measure of quality?**

Chairman: **Oriol HOMS**, Cirem

Roundtable:

- **Kenny PETERSSON**, Sweden
- **Élisabeth ARNOLD**, DGESCO, France
- **Bernard DRÉANO**, DGEFP, France
- **William THORN**, OECD-PIAAC
- **Madlen SERBAN**, Romania
- **Fabio ROMA**, ISFOL, Italy

11 - 12.30 am **Session 4: Medium-term outlook**

Chairman: **Pascale POLLET**, DEPP [directorate of education, evaluation, forecast and performance]

Ministry, France

Participants:

- **Martin BAETHGE**, University of Göttingen, Germany:
“Some ideas and examples drawn from practises in German: (VET-LSA)”
- **Oriol HOMS**, Cirem, Spain:
“Some ideas and examples drawn from good practises in Spain”
- **Pascale POULET-COULIBANDO**, DEPP, France:
“Some proposals to launch the debat”

Reaction:

- **Michel GLAUDE**, director of social statistics, at Eurostat

General Discussion

Reporter:

- **Christine MAINGUET**, Belgium

**Ministère de l'Éducation nationale
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche**
Secrétariat général

Direction de l'évaluation, de la prospective
et de la performance
61-65 rue Dutot
75015 Paris Cedex 15

Direction des relations européennes
et internationales et de la coopération
110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Délégation à la communication
110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

**Site de la Présidence française
de l'Union européenne**
www.ue2008.fr

Site du ministère de l'Éducation nationale
www.education.gouv.fr

**Site du ministère de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche**
www.enseignementsup-recherche.gouv.fr





MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

**Intervention de Valérie PECRESSE,
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**Conférence « Comparaison internationale des systèmes éducatifs :
un modèle européen ? »**

Paris, 13 novembre 2008

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Ministre-Président, cher Frank Vandenbroucke,
Madame la Directrice générale, chère Odile Quintin,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je suis heureuse de vous accueillir ce matin, au seuil de ces deux jours où nous allons réfléchir ensemble à la comparaison des systèmes éducatifs et aux indicateurs qui permettent de la construire.

Je me réjouis de vous voir nombreux ce matin, vous tous qui avez accepté de participer à la construction d'une réflexion européenne sur le sujet.

Cette réflexion, je tiens à y insister d'emblée, n'est pas européenne par hasard ou par accident. L'Europe a un rôle majeur à jouer dans l'évaluation des systèmes éducatifs. Un rôle qui lui est propre et qui tient à un fait simple, dont nous sommes tous si fiers, et à juste titre : il n'existe nulle part ailleurs dans le monde de nations dont les vies politiques, économiques et intellectuelles soient aussi intégrées que les nôtres.

*

Un classement pour favoriser la mobilité étudiante en Europe

Cette intégration est un atout extraordinaire : elle a permis de banaliser dans les esprits, si ce n'est encore dans les faits, la mobilité internationale de nos étudiants. Erasmus est ainsi un magnifique succès, mais un succès qui a besoin qu'un second souffle vienne en raviver la flamme.

Que nous manque-t-il encore, pour que nos jeunes, qui ont hâte de se rencontrer, de se découvrir et d'échanger tout au long de leurs cursus, n'hésitent plus à franchir le pas ?

Aux yeux de la France, la réponse est simple : les étudiants veulent suivre des parcours européens de formation dont ils peuvent être certains à la fois de la qualité et de la pertinence par rapport à leur projet professionnel.

Un semestre ou une année d'études à l'étranger, c'est bien sûr une formidable expérience humaine. Mais une mobilité reste avant tout un temps de formation, un temps précieux qui,

comme tous les autres semestres ou toutes les autres années, doit également concourir à la future insertion professionnelle des étudiants.

Une mobilité, c'est donc une décision réfléchie, un choix reposant notamment sur l'évaluation des atouts supplémentaires qu'elle apporte dans un parcours de formation.

Aujourd'hui, les repères nécessaires pour que tous les étudiants européens puissent faire ce choix, à un moment ou un autre de leurs études, sont encore insuffisants.

De là naissent bien des réticences, de la part d'étudiants qui hésitent à envisager le coût financier, matériel et affectif d'un tel dépaysement pour un gain universitaire qu'il ne leur est pas possible d'évaluer avec précision.

Aussi nous faut-il désormais agir. Il faut non seulement simplifier la vie quotidienne des étudiants qui se lancent dans cette belle aventure, mais aussi mieux les informer, bien avant leur départ, sur la nature et la qualité des cursus qu'ils pourront suivre hors de leur pays d'origine.

Si nous voulons donner un nouvel élan à Erasmus et plus généralement à la mobilité étudiante en Europe, il nous faut donc offrir à nos étudiants une véritable information sur l'offre de formations en Europe: pour choisir un pays d'accueil, bien sûr, mais aussi pour choisir l'université et le cursus qu'ils fréquenteront.

C'est cela même que nous voulons leur apporter en construisant ensemble un classement des universités: une information objective, compréhensible et claire, qui permette à nos étudiants de savoir dans quoi ils s'engagent lorsqu'ils partent étudier dans l'un de nos pays.

*

Construire un classement européen pour cesser de subir les défauts des classements existants

Cette idée, je le sais, n'est pas sans provoquer chez nombre d'entre nous quelques réticences et quelques inquiétudes. Avec l'incroyable essor médiatique du classement de Shanghai, nous avons pris la mesure des effets que pouvaient provoquer de tels exercices lorsqu'ils sont construits sur des critères qui ne nous sont pas favorables.

Mais permettez-moi de vous parler avec franchise : nous tous, qui connaissons parfaitement les défauts indiscutables des classements existants, cessons-nous pour autant d'en attendre les résultats avec un mélange d'appréhension et d'espoir ? Et, que nous le voulions ou non, ne sommes nous pas contraints d'en commenter jour après jour, les résultats ?

Aussi le choix auquel nous sommes confrontés est-il simple : nous pouvons continuer à subir, année après année, la parution de classements que nous avons toutes les raisons du monde de contester, ou alors nous pouvons construire ensemble un classement européen, objectif et bien pensé, qui fera rayonner nos universités dans le monde et viendra mettre un terme au quasi monopole des classements existants.

Subir ou faire entendre notre voix, voilà l'alternative et sur ce point, le choix de la France est très net : il nous faut construire ensemble un véritable « classement de Bruxelles » des universités mondiales et européennes.

C'est cet outil qui nous manque aujourd'hui si nous voulons vraiment faire de la mobilité au cours des études supérieures la règle, comme je le proposerai la semaine prochaine à mes collègues européens lors du Conseil des ministres de l'Education.

Nous le devons aussi si nous voulons attirer vers nos universités les étudiants du monde entier. Pour l'heure ils se dirigent trop souvent en masse vers les formations nord-américaines et hésitent encore trop à rejoindre les nôtres, faute, pour nombre d'entre elles, de réputation internationale bien établie.

*

Construire le classement européen en tenant compte de la nature de nos universités

Aux yeux de la France, nous avons donc toutes les raisons d'agir : en continuant à subir les classements existants, nous donnerions le sentiment de les accepter par défaut, et nous en renforcerions ainsi la légitimité et la crédibilité. Ce serait un paradoxe.

Or ces classements ont d'indiscutables défauts : trop souvent, ils font la part belle aux indicateurs de réputation, plus faciles à construire, et négligent les indicateurs objectifs, qui supposent de recueillir, de compiler et de hiérarchiser des données d'une autre complexité.

La performance réelle des universités leur échappe ainsi bien souvent et ce défaut se trouve démultiplié lorsqu'il se heurte aux effets de la taille infiniment diverse des établissements.

A mes yeux, ces classements souffrent également d'un autre vice, plus néfaste encore : ils ne saisissent le plus souvent qu'une petite part de l'activité de nos universités : certains n'évaluent que les formations, en laissant massivement de côté la recherche ; d'autres, souvent plus complexes, ne s'attachent qu'aux travaux de recherche, en ignorant alors les activités d'enseignement.

Nous ne pouvons nous satisfaire de ces évaluations « à la découpe », y compris lorsqu'elles sont sérieuses et crédibles. Tous ensemble, partout en Europe, nous avons en effet décidé de refonder nos systèmes d'enseignement et de recherche en réaffirmant leur complémentarité.

Et ce que nous cherchons à construire ensemble, ce sont des universités d'excellence dans tous les domaines, c'est-à-dire des universités qui offrent des formations nourries des derniers acquis de la recherche.

Ce que nous cherchons ensemble à faire, c'est à redonner tout son éclat au modèle européen de l'université, qui est précisément lieu de vie, lieu d'études et lieu de travail.

Mais permettez-moi également de le préciser, Mesdames et Messieurs, le classement européen que la France appelle de ses vœux doit offrir des informations non seulement sur les atouts et les qualités de chaque établissement, mais aussi sur la valeur et le dynamisme de leurs formations ou de leurs départements.

Les classements qui se résument à une hiérarchie des établissements sont dans une large mesure inutiles aux étudiants : ils n'apportent pas une information suffisamment précise. Chaque étudiant a au contraire besoin de connaître la qualité de l'enseignement de la discipline qui le concerne, de sa discipline. C'est pourquoi, un classement européen doit construire une véritable cartographie des disciplines en Europe. Il faut que les étudiants européens disposent de toutes les informations nécessaires pour construire un parcours européen de formation autour de leur propre projet professionnel. L'étudiant en droit n'a pas le même besoin que le mathématicien, l'historien ne cherche pas la même information que l'étudiant en biologie.

Le classement européen des universités est donc à mes yeux un outil au service des étudiants, leur permettant de s'orienter parmi les formations proposées en Europe et de choisir sur la base d'une information objective et calibrée en fonction de leurs besoins

individuels. C'est en ce sens qu'il deviendra un véritable moteur de la mobilité étudiante en Europe.

Et il en irait de même de nos enseignants et de nos chercheurs, dont nous voulons également développer la nécessaire mobilité : car eux aussi souhaitent pouvoir rejoindre une équipe de recherche ou d'enseignement bien précise, pour y poursuivre leurs travaux dans les conditions les plus stimulantes.

*

Il nous faut prendre aujourd'hui la décision de bâtir ce classement

Sur tous ces points, Mesdames et Messieurs, je suis impatiente d'entendre vos analyses et de recueillir vos propositions : la tâche qui nous attend est des plus délicates et il faudra, j'en suis consciente, du temps pour la mener.

Pourtant, au-delà des questions que soulèvent les règles fondamentales de la méthode que nous adopterons, je crois le moment venu de prendre ensemble la décision de construire ce classement européen des universités.

Aussi, avant de vous laisser la parole, je souhaite, Madame la Directrice générale, me tourner vers vous et, à travers vous, me tourner vers la Commission : la France est convaincue, chère Odile Quintin, qu'il revient à la gardienne de l'intérêt général communautaire de contribuer de manière décisive à la création de ce classement européen des universités.

La France soutiendra donc toutes les initiatives que la Commission pourrait prendre en ce sens, avec l'accord et l'appui de tous nos partenaires européens.

C'est pourquoi je souhaite de tout cœur, cher Frank Vandenbroucke, que d'ici la prochaine réunion ministérielle du processus de Bologne, qui se tiendra dans ce fleuron de l'université européenne qu'est Louvain, nous puissions tous ensemble faire avancer ce projet, qui, je le sais, vous tient tant à cœur.

A l'orée de cette conférence, je ne formerai donc qu'un seul vœu : que vos échanges nous apportent, comme je l'espère, une aide précieuse pour faire naître ce beau projet.

Je vous remercie.

1. Discours

Madame le Ministre,

Mesdames, Messieurs

C'est un honneur de prendre la parole à la suite de Madame le Ministre français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Qu'il me soit permis d'adresser de vives félicitations à la Présidence française pour avoir obtenu la participation de quelques-uns des acteurs clefs en matière de comparaisons internationales.

L'assemblée ici réunie témoigne de l'importance de la question des indicateurs et des comparaisons internationales des systèmes éducatifs. En effet :

1. La comparaison, l'évaluation et l'identification des meilleures pratiques sont des méthodes de travail désormais partagées par tous à l'échelle internationale ;
2. Indicateurs et critères de référence sont aujourd'hui l'illustration même d'un travail d'élaboration permanente de nos politiques ;
3. Ils sont, également, les piliers d'une modernisation importante de l'emblème de nos systèmes de formation européens: les Universités.

Changement de paradigme

Permettez-moi, d'abord, de revenir sur l'histoire internationale de nos statistiques, qui est aussi et déjà l'histoire de nos politiques.

C'est la stratégie de Lisbonne, lancée en mars 2000, qui a mis au premier plan ce nouveau mode d'élaboration des politiques publiques : l'**'evidence based policy'**. Autant que faire se peut, je traduirai cette expression - par « la politique fondée sur la preuve » ; preuve administrée par des mesures certifiées et validées par tous.

Aujourd'hui, en Europe, il n'est plus de politique publique légitime sans que la preuve de sa contribution au bien public ne soit apportée. En temps de crise et de raréfaction des ressources budgétaires, cette exigence se fait pressante. Pour nos politiques d'éducation et de formation, tout comme pour notre politique de la connaissance, elle devient impérieuse.

Dans cette perspective, loin d'être des outils de comptage administratif sur

le mode napoléonien, des inventions de technocrates européens ou nationaux ou des créations de chercheurs, les **indicateurs** et les critères de référence **sont** devenus **des instruments au service de la définition des choix et de l'établissement des priorités politiques**, au plus haut niveau.

Ce constat unanime est le **signe d'un véritable "changement de paradigme"** pour reprendre l'expression de Thomas Kuhn¹. Désormais, les notions d'objectif, d'indicateur et de critère de référence, de mesure et de résultat, *in fine* d'évaluation sont **entrées dans les moeurs statistiques et politiques**.

Ce changement témoigne d'un triple renversement :

1. On s'écarte de "l'action pour l'action" pour mettre l'accent sur la réflexion *ex ante*, le suivi de la mise en oeuvre de l'action et la mesure *ex post* de ses effets ;
2. Les indicateurs et les critères de référence se font **guides pour l'action** dans le souci d'une amélioration permanente des politiques d'éducation et de formation. Ces mesures contribuent à l'établissement d'une base d'informations fiable –«*la preuve*» que j'évoquais précédemment ;
3. Car le but d'une élaboration parallèle des politiques, d'une part, et de la mesure et de l'évaluation de leurs effets, d'autre part, est **non pas de juger** les politiques mais de **les ajuster** !

¹ **Thomas Kuhn**, (1922-1996) est un philosophe et historien des sciences américain. Il est principalement connu pour son ouvrage **la Structure des révolutions scientifiques**, (Harvard, 1962). Il y développe la thèse d'une science progressant de manière fondamentalement discontinue, c'est-à-dire non par accumulation mais par rupture. Ces ruptures, appelées révolutions scientifiques, sont selon Kuhn analogues à un renversement des représentations des savants. C'est dans cette perspective qu'il utilise le concept de "changement de paradigme" ; un **paradigme** étant, pour Kuhn, une représentation du monde, une manière de voir les choses, un modèle cohérent de vision du monde qui repose sur une base définie (matrice disciplinaire, modèle théorique ou courant de pensée). C'est en quelque sorte un rail de la pensée dont les lois ne doivent pas être confondues avec un autre paradigme.

Actualité de nos politiques, actualisation de nos indicateurs et critères de référence

Cette évolution parallèle, et de l'usage des indicateurs et des critères de référence, et du mode d'élaboration des politiques d'éducation et de formation s'est inscrite au coeur de l'action de la Commission.

Vous le savez, **l'engagement** de la **Commission européenne en matière**

de comparaison internationale que ce soit sur l'enseignement obligatoire, sur la formation professionnelle et sur l'enseignement supérieur **est réel**.

Ce travail actif en faveur de la comparaison internationale des systèmes éducatifs, nous l'assurons **de concert avec d'autres grandes institutions que sont l'OCDE et l'IEA**. Eviter la répétition, assurer la cohérence des données, mutualiser les efforts et capitaliser les résultats tels sont les objectifs que nous partageons.

J'aimerais, maintenant, attirer votre attention sur la progression mesurée par nos indicateurs et sur leur actualisation en lien avec l'actualité de nos politiques.

La mesure des progrès accomplis au travers des objectifs définis en commun est **au fondement de la Méthode Ouverte de Coordination** dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Les progrès réalisés vers les objectifs mesurés par les critères de référence sont réels dans quatre domaines. Un objectif a été atteint en 2003 : celui des diplômés en mathématiques, sciences et technologie (même s'il y a toujours des questions sur le niveau de participation des filles dans ces études). Pour trois autres critères - les jeunes quittant prématurément le système scolaire, le suivi de la scolarité dans le Secondaire et la participation des adultes à la formation professionnelle – les progrès accomplis demeurent insuffisants, tandis que pour le cinquième critère - la part des personnes disposant des compétences de base – les résultats se sont hélas dégradés. Les progrès ont été importants ; mais nous avons encore du chemin à parcourir.

Ne nous laissons toutefois pas aveugler par notre travail quotidien. **Une autre urgence** s'impose à nous : élaborer, aujourd'hui, **une politique pour après 2010**. Il s'agit de s'assurer **que les indicateurs actuels et futurs** répondent **au mieux et au plus près aux nouveaux défis** auxquels nos systèmes d'éducation et de formation devront répondre.

Consciente de cet impératif, la Commission a entamé avec les Etats Membres une large discussion sur l'avenir de la coopération européenne en matière d'éducation et de formation. La présentation d'une Communication sur ce sujet est prévue en décembre de cette année.

Aujourd'hui, nous sommes encore dans la **phase de réflexion et de préparation**. Quelques éléments se dessinent. Notre approche et nos objectifs stratégiques demeureront guidés par les deux grands principes généraux 1) de

l'apprentissage pour tous tout au long de la vie et 2) de la mobilité.

Trois nouveaux objectifs stratégiques pourront être ajoutés : 1) l'amélioration de l'efficacité et de la qualité ; 2) la promotion de l'équité et de la citoyenneté ; et, enfin 3) le renforcement de la créativité et de l'innovation.

Au-delà de l'amélioration ou de l'actualisation – toujours possible - des mesures existantes, **quelques changements** apporteront une adéquation toujours plus fine entre politiques et indicateurs. L'intégration d'indicateurs sur l'enseignement pré-primaire, sur la mobilité des personnes, sur l'employabilité, l'innovation et la créativité sont quelques-unes des pistes sur lesquelles nous travaillons activement.

Enfin, dans un monde en mutation permanente, nous avons aujourd'hui le **souci d'anticiper** au mieux les besoins futurs en termes de compétences pour répondre aux emplois de demain. Ce sera l'objet de la Communication qui sera publiée dans une quinzaine de jours "*New skills for new jobs*".

Comparaisons éducatives et développement d'un nouveau système de classement des universités

Les Universités européennes jouent un rôle clé dans la vie politique, sociale et économique de l'Europe. Et leur modernisation s'impose en permanence dans une économie de la connaissance telle que la nôtre.

Notre approche est claire : des Universités modernes doivent oser **se diversifier** sur la base de leurs points forts.

De plus, les missions et performances de ces Universités doivent être **transparentes** pour tous les acteurs. Il s'agit, en effet, de :

1. permettre aux étudiants de choisir, en toute connaissance de cause, le lieu et la spécialité où étudier.
2. aider à la bonne gouvernance au sein de l'Université et avec les décideurs publics.

Pour répondre à ces exigences, le développement d'un système de classement des Universités renouvelé, tel que celui proposé par Mme le Ministre Valérie Pécresse, semble s'imposer.

Déjà, la Commission soutient une série d'initiatives en matière de transparence de l'enseignement supérieur, initiatives susceptibles de conduire à une nouvelle approche de classement des Universités. Deux projets pilotes ont été finalisés : l'un sur la typologie des Universités et l'autre sur leur classement.

De fait, **la transparence de la performance** est un enjeu majeur dans un monde concurrentiel. Sommes-nous en mesure de proposer une alternative crédible aux classements existants, comme celui de l'Université de Shanghai ?

Nous préparons actuellement **un "appel d'offres" pour le développement d'un système de classement alternatif**. Celui-ci doit être publié d'ici la fin de l'année.

Cette approche vise à concevoir un système de classement qui soit :

1. **Indépendant**, car géré par un réseau international qui, bien entendu, inclut toutes les parties prenantes y compris les gouvernements ;
2. **Multidimensionnel**, couvrant les différentes missions des Universités (éducation, formation, recherche, etc.) et l'ensemble des disciplines,

3. **International**, incluant les Universités européennes ainsi que les Universités de tous les continents. Il s'agit de concevoir un système ouvert, loin de toute idée d'un classement euro-centré.

Un tel système de classement mettra en exergue l'importance accordée par l'Union européenne à toutes les formes d'excellence universitaires dans le souci d'une réelle transparence. Cette présente conférence peut nous aider à affiner les éléments fondamentaux de cette tentative. Il est d'ailleurs important de ce projet s'enrichira également des recherches en cours et, en particulier travaux en cours menés au sein du projet pilote de l'OCDE.

Les nouvelles orientations stratégiques de la MOC, la recherche d'indicateurs toujours plus pertinents, le souhait de concevoir une classification indépendante et transparente de nos Universités convergent vers un objectif unique. Nous aider, Etats membres et Union européenne, à faire face d'un commun accord, avec sagacité et dynamisme, aux défis auxquels nous devront répondre : mondialisation multiforme, vieillissement démographique et migration, accélération des développements technologiques, pour n'en citer que quelques-uns.

Nous rejoignons, *in fine*, le mode d'élaboration de toute politique, tel que décrit par l'illustre sociologue Auguste Comte : « *Savoir pour prévoir, afin de pouvoir* ».

Je vous remercie.

Opening session of the French EU Presidency seminar "International comparison of education systems" ***Classification and ranking in higher education : highly desirable, but also feasible?***

Speech by Frank Vandenbroucke
Flemish minister for Work, Education and Training
Paris, 13 November 2008

Madame la Ministre,
Monsieur le Directeur,
Mesdames, Messieurs,
Tout d'abord, je voudrais remercier Madame la Ministre, Valérie Pécresse, pour la gentillesse de m'inviter à partager quelques idées avec vous à l'occasion de cette conférence de la Présidence française. La question centrale, "Comment trouver une réponse européenne au défi des comparaisons internationales des systèmes éducatifs?", est très actuelle. Y trouver une réponse relève d'une importance capitale. En même temps, Madame la Ministre, vous avez abordé un sujet à la fois complexe et délicat! Ce qui, bien entendu, ne devrait pas nous empêcher de nous exprimer sans la moindre reticence et d'essayer d'arriver à des recommandations et des perspectives pour de futurs développements – au niveau national, au niveau européen et, pourquoi pas, au niveau mondial.

Ladies and Gentlemen,
As you probably all know, the next ministerial meeting in the framework of the Bologna Process in higher education will take place in April 2009, at the universities of Leuven and Louvain-la-Neuve. The Leuven meeting will be the last ministerial conference within the Bologna Process's initial time-span, which was indeed meant to unroll "within the first decade of the third millennium". It goes without saying that ministers will elaborately evaluate the achievements of the Bologna Process. But the meeting will also focus on the challenges and objectives for the next decade, for we truly believe that we do need a sequel to the Bologna Process, as the

Opening session French EU presidency seminar
Speech by Frank Vandenbroucke, Flemish minister for Work, Education and Training

work is not finished yet.

Being one of the co-hosts of the Leuven meeting, I was therefore asked to focus in my intervention here in Paris on the subject of *atelier deux* of this conference, "classification and ranking of higher education institutions". [And that is exactly what I will do in the next fifteen minutes.]

(several good reasons)

Classification and ranking, it is true, were not and still are not on the agenda of the Bologna Process. It is no objective in itself to create a classification or ranking system. I am nevertheless convinced that while constructing a European Higher Education Area, we cannot evade the subject – for several reasons.

A first reason is that rankings, in whatever form they may appear, are here to stay. Or, as the introductory document to this seminar stated: *le principe du classement ne peut plus désormais être remis en cause*.

Some might think that this position witnesses of a certain (political) resignation, or even unwillingness to row against the stream. As for me, it is rather a matter of being realistic: whether in London, Shanghai, Twente or Gütersloh, whether scientists driven by curiosity or smart entrepreneurs driven by more commercial motives – as long as people experience a certain interest in classifications and/or rankings, they will feel challenged to work on a system or list, and they will inevitably have the result of their work published, be it in a strictly scientific journal, on an informative web site of their own, or in a commercial publication.

This brings me to a second and more substantial reason: classifications and rankings are not just out there, without any further *raison d'être* or as a simple acknowledgement of the work done by its creators. No, they do respond to a genuine interest on the receiving side. And I am not talking here about the almost instinctive reaction to see a rather superficial need satisfied when people get confronted with lists and tables, *genre* "what's the position of my hometown's football team?" and "how did we perform in the Eurovision song contest?" (That kind of interest exists in this case, too, of course.) No, what matters here is that people expect to find information in those lists and tables which helps them make decisions. Whether it is the prospective student (or the prospective professor) who has to make up his mind about the university college he will apply for, the researcher who wants to get in touch with the experts in his discipline, the board of the

Opening session French EU presidency seminar

Speech by Frank Vandenbroucke, Flemish minister for Work, Education and Training

university which searches for reliable partners abroad for student and staff exchanges, or the investor who wants to engage a department for contractual services – they all will welcome any information which helps them to make better decisions. That is: which helps them to choose the right university college, the right experts, the right partners. And this is all the more true in an international context, where different higher education systems, country-specific backgrounds and the like make those choices more complex.

Moreover, in many a case, the decision maker finds himself in the weaker position. This is especially true in the case of the prospective student, but it holds good in other situations as well. For even if a student perfectly knows what he, or she, is looking for, it nevertheless remains an almost endless task to gather all relevant information and (correctly) compare the pro's and cons that really matter for his, or her, choice. We could shrug our shoulders and leave it all up to the student: "it is *his* decision, and *his* responsibility to take the right decision." But we could also give a helping hand, by providing that student with tools and instruments which substantially facilitate the decision making process. In this aspect, a classification system or a ranking list can be a perfectly legitimate instrument, for classifying and ranking options is exactly what people do when they have to make choices based on complex data. As for me, as a social democrat, this argument is even more valid. We know that access to information, too, is unequally spread in our societies. Given the fact that higher education is one of the most effective and equitable channels of social mobility in modern society, there should be no doubt that optimizing the difficult decision making process will particularly favour students from less advantaged backgrounds. For a good start of their study career will enable them to make the best of their climb on the social ladder through higher education. Fair access to higher education also means fair access to clear, correct and complete information about higher education.

A third good argument in favour of classification and ranking, is that it might help institutions to better define what they are and want to be doing, and hence contribute to more institutional diversity and to a better understanding of this institutional diversity. This is where the future agenda of the Bologna Process directly comes in. Let me elaborate a bit

Opening session French EU presidency seminar

Speech by Frank Vandenbroucke, Flemish minister for Work, Education and Training

more on that.

Especially in the first years of the Bologna Process, one of the main drivers was the need for transparency and convergence. European higher education was perceived as unattractive and not appreciated at its proper value, since it was seen as incompetent against higher education in, for instance, the United States and (even) Australia. National degree structures were indeed hardly comprehensible, qualifications remained more often than not unrecognized across the borders, et cetera. The Bologna Process has made those basic characteristics of the national systems within the European Higher Education Area more comparable and compatible.

At the same time, this much needed systemic convergence and transparency was and is sometimes understood as a need for absolute similarity and uniformity. But promoting similarity, homogeneity or uniformity would be an enormous mistake. Not because those words simply do not fit into our highly valued notion of diversity as a European characteristic, but because it really entails too many risks for the quality of our higher education: it undermines the drive and the capacity to innovate; ignores local contexts; tempts institutions to "mission overload", unwise competition and ineffective allocation of resources; and so on. No, we have to move in the opposite direction: as a spontaneous corollary to the convergence realised in the course of the Bologna process, institutions should differentiate themselves and show ever more variation in mission and ambitions. More and more institutions are doing so and they should not hesitate at all continuing along this path. However attractive it may sound, not at least to ambitious policy makers both in and outside the institutions, the future does *not* lie in everyone pretending to do the same thing, nor in attempting to assume the many roles society expects higher education to play nowadays. As for me, mission differentiation is a much more promising avenue of future focused development, contributing to the overall performance of our higher education system as a whole.

And the Bologna Process plays a capital role in creating the conditions for doing so: it has created a level playing field, in which the rules of the game are evident. A clear degree system integrated in an overall qualifications framework, arrangements for the international recognition of qualifications, mutually recognised quality assurance procedures

Opening session French EU presidency seminar

Speech by Frank Vandenbroucke, Flemish minister for Work, Education and Training

protecting basic quality levels, rules for credit-transfer and crossinstitutional and international credit-accumulation, et cetera: all these "products of Bologna" contribute to an environment in which both institutions and students can explore their ambitions more freely than before. The convergence in the European Higher Education Area also offers opportunities for networking and the exchange of experiences, ideas and resources with institutions sharing the same profile. But in order to really articulate and value diversity, we should not forget to reveal its real nature. Diversity cannot be appreciated if it is kept under the veil of ignorance and ambiguity. The next phase of the process towards transparency therefore should invest much more energy in developing instruments to really address diversity and make it readable and understandable for everyone. For not focusing on making diversity transparent, entails a serious risk: the risk of European higher education being an arena of confusion in which the market is organised as a "bazaar of undemonstrated reputations". It is not possible to build an attractive European higher education system with a strong collective reputation, if this system is internally not transparent. A classification or ranking system could play an important role here.

At the same time, such a system could serve as a mirror to the institutions themselves, and to their political authorities and the public at large. If institutional diversity can be made readable and understandable, institutions will not only be able to evaluate their performance in relation to criteria applying to their own category, but also to compare themselves with the performance of other institutions in their "league", to learn from or compete with the top performers (which then do not necessarily have to be the Oxfords and the Cambridges), to set tangible targets for the future, and so on.

[I think I do not need to comment on how the political authorities and the public at large could benefit from such a "mirror". After the coffee break, Frau Kramp-Karrenbauer will talk to us about how the PISA report was received in Germany and how it has influenced government policy in her country.

PISA is of course not about higher education, and is not to be compared with a ranking or classification system – but it nevertheless reveals how external, international instruments can induce national policy shifts. It also makes clear that the use of indicators and benchmarks does not

necessarily have to lead to unfruitful presentations of mere “figures” without providing the necessary contextual information, as people often fear.]

(not why, but how – and how not)

Ladies and Gentlemen,

I presume I have made it clear that as for me, the question is not whether classifications or rankings are desirable. Not only because this is a somewhat virtual discussion – like it or not, rankings do exist. But mainly because classifications and rankings can serve several of our objectives. If the notion of classifying and ranking in higher education would not exist, we, as policy makers, would probably order to have it invented. That does not mean, of course, that we have to be satisfied with the systems and lists as we know them. Saying that most of them – if not all of them – have serious and even fundamental shortcomings, is forcing an open door.

The arguments are well-known, and most of them are simply true.

Research performance is generally too small a basis for capturing an institution's overall performance, especially if that institution does not define itself as a research institution or if the information seeker is not particularly interested in research, but rather in the way the institution positions itself in its teaching and learning functions, for instance.

Research performance can also be too general a basis, especially in the case of universities covering a wide range of disciplines and subject areas. Without differentiation, excellent statistics in the humanities might conceal rather average or even mediocre results in natural science and medicine, or vice versa.

Reputation and perception, whether voiced by alumni or by esteemed peers and captains of society, is, as I have mentioned before, not always a very reliable source. Rather than inciting institutions to work on information which can objectively be documented, it could also turn out as an invitation to call in marketeers and spin doctors to offer their services in reputation management.

Quality assurance and accreditation systems have been successful in improving the information intensiveness of contemporary higher education systems, by providing feedback on essential quality dimensions such as the compliance of programmes and institutions to threshold levels of quality. But they too cannot fully satisfy the demand

for transparency, since there is no general framework for presenting the information. And let's be honest: one cannot expect students, employers, politicians or the general public to go through the quality assurance reports of all programmes if someone wants to have an idea of the success in the achievement of learning outcomes of a particular higher education institution, for example.

But again: despite these evident shortcomings and the loud criticisms voiced against them, the existing rankings are widely used and referred to. Their existence in itself testifies to the real need for more transparency and at the same time to the inadequacies of the existing instruments, such as the accreditation reports I have mentioned.

(conclusion)

Ladies and Gentlemen,

The solution seems obvious: we need a system which provides information on the essential dimensions of programme and institutional diversity in higher education, relying on evidence-based ex post documentation rather than on regulatory frameworks (which do not necessarily comply with reality, as we know from previous exercises) and on reputations.

The number of dimensions should be more than just one or only a few, to allow for a fair assessment of the main characteristics of programmes and institutions. But on the other hand, there should not be too many dimensions, allowing for an easy consumption of the information and avoiding information overload.

The way of presenting the information should make the actual variation among programmes and institutions transparent on each dimension. The information should also be very accessible, not only in technical terms, but also by categorising the information along predetermined and standardised formats.

Again, the question is not whether it is desirable to create such a system, but whether it is feasible. If this conference concludes with a positive and sound answer on the feasibility question, then we should not hesitate and put all our efforts into establishing such a system.

And that is a message I will eagerly convey to (and convince of) my European colleagues during the next ministerial meeting of the Bologna



Process.

I thank you for your attention.

Je vous remercie pour votre attention.

Séance plénière du 13.11 Comparaison internationale des systèmes éducatifs

- Les étapes de développement des indicateurs internationaux de l'enseignement

presentation Norberto Bottani

- Towards knowledge-based societies: indicators for education and training policy

presentation Manfred Tessaring

- PISA en Allemagne et ses conséquences

presentation Annegret Kramp Karrenbauer FR

- PISA in Deutschland und die Folgen

presentation Annegret Kramp Karrenbauer DE

- Can we improve school achievement through extending national testing?

presentation Amelie Von Zweigberck

Peter Mortimore Round Table 14th November Education, information and policy Education, information and policy

A considerable amount of factual information is required in order to understand the way education systems work. Much of this is available in French and English from EURYDICE, OECD's Education at a Glance, PISA, PIRLS and similar data bases. In addition, many countries publish descriptive information about their systems in languages other than their own. It is, however, sometimes difficult to interpret this information in the absence of a familiarity with the historical and cultural background. In my research into national systems of education, I usually seek basic information on five major aspects of a system :

- Size and structure
- Costs and other financial information
- Effectiveness
- Teachers
- Improvement and innovation.

Currently five specific issues involving the provision of information, collection of data and policy formulation are of considerable international interest.

1. Whether representatives of civil society (such as committees of stakeholders) have the right to be consulted about proposed legislation.
2. How systems deal with 'choice' in relation to students and teachers.
3. Whether or not systems permit/encourage the use of league tables of schools.
4. How the achievement gap between advantaged and disadvantaged students is being addressed.
5. How systems relate to the Roma people.

My contribution to the Roundtable discussion will focus on the conceptual, technical and policy-related questions involved.